

«Le jour où on parlera autant des violences domestiques que du loup, alors je parlerai du loup»

MATHIAS REYNARD 3/6 Le socialiste saviésan est candidat à sa réélection le 2 mars prochain. Culture, santé, amitié avec Christophe Darbellay: il répond à toutes nos questions. Interview.

PAR NOÉMIE FOURNIER / PHOTOS HELOÏSE MARET

Il espère qu'on causera plus de fond que de politacailles. Admettons qu'il y aura un peu des deux. Le 2 mars prochain, le socialiste saviésan briguera un deuxième mandat au gouvernement valaisan. Comme les cinq autres candidats de cette élection, il s'est prêté au jeu de notre interview.

Deux de vos collègues ne se représentent pas. Les deux autres rêvent de Berne. Vous allez, vous aussi, bientôt nous annoncer que vous quittez le gouvernement pour reprendre une librairie?

Un jour j'espère! Ça reste un rêve de gamin, mais non, je m'engage pour quatre ans et je ne me lancerai nulle part ailleurs.

A propos de librairie. L'affaire Payot. Vous décidiez en novembre 2022 de mettre sur pied un dispositif cantonal de soutien aux petites librairies indépendantes. La chaîne Payot s'offusquait d'en être exclue. Où en est-on dans cette affaire?

Elle est devant les tribunaux. Comme d'autres dossiers cantonaux d'ailleurs. Tout est judiciaire désormais et c'est dommage parce que ça ne correspond pas à l'ADN du canton.

Vous regrettez?

Non, parce que ça me tient à cœur que l'argent des Valaisans et des Valaisannes viennent aider des PME valaisannes. On prendra acte, qu'on ait fait juste ou faux.

Vous voulez rendre la culture plus accessible. Mais l'abobo mourrait sans financement de l'état. Est-ce que ce dispositif de soutien, à l'heure où les derniers sondages montrent que seuls 17% des Suisses consomment de la culture le week-end, en vaut vraiment la peine?

La culture est un pilier de notre société, on l'a bien vu pendant la pandémie. L'AG culturel, l'abobo, la carte culture Caritas sont des dispositifs essentiels. Ce que j'espère mettre en place maintenant, c'est une culture qui se déplace pour les publics empêchés, dans les EMS, les hôpitaux, les institutions sociales.

Pour revenir à l'abobo, il va subsister?

J'espère bien. C'est un succès pour les 2000 personnes en Valais qui l'utilisent. Il faudra peut-être revoir le fonctionnement financier.



Le socialiste saviésan Mathias Reynard est en campagne pour une deuxième législature au sein du Conseil d'Etat.

C'est-à-dire?

C'est comme le Magic Pass. Si tout le monde l'utilise tout le temps, il y aura un problème. Ce genre d'offre ne marche que s'il y a des comportements et des consommations différents. Nous avons des discussions sur le sujet mais c'est à Culture Valais de trouver des solutions.

L'un des plus gros dossiers que vous avez à traiter est la santé. Des médecins se plaignent que vous prenez trop soin des soignants, mais pas assez d'une profession qui serait suffisamment payée à vos yeux.

Ma priorité a été d'améliorer les conditions de travail du personnel soignant et de valoriser cette profession, comme l'a de-

mandé le peuple en acceptant l'initiative pour des soins infirmiers forts. Le Valais est le seul canton à l'avoir fait en mettant 42 millions sur la table. Nous avons augmenté les salaires du personnel soignant, renforcé la dotation, créé une CCT pour les EMS et les CMS.

Sauf que les généralistes sont de

moins en moins nombreux, créant des déserts médicaux. Ce sera une urgence de la prochaine législature?

C'est clairement un enjeu. Le Valais participe financièrement à la formation des médecins et il faut davantage les orienter en fonction de nos besoins. Un important travail est aussi fait avec les communes

autour des maisons de la santé. Il y a un dernier axe à développer avec les pharmaciens. Ils sont les points d'entrée des patients et on doit leur donner des compétences supplémentaires.

Ces mêmes pharmaciens à qui l'on demande aussi d'être les premiers répondants pour les violences domestiques. N'avez-vous pas peur de les surcharger?

Tout ce qu'on met en place est fait en étroite collaboration avec l'association valaisanne des pharmaciens. Je suis conscient qu'on leur en demande beaucoup mais ils sont parants et cela valorise leurs compétences.

«Ma priorité a été d'améliorer les conditions de travail du personnel soignant et de valoriser cette profession.»

On vous reproche un manque de vision au chapitre des hôpitaux et la volonté de continuer à faire de tout partout en lieu et place d'une centralisation. Il ressemble à quoi, pour être efficient, l'hôpital du Valais de demain?

La vision est claire et elle a d'ailleurs déjà été définie par les précédents gouvernements. Non, on ne peut plus se permettre de faire trois fois les mêmes choses, mais aujourd'hui tous nos sites sont pleins. A ceux qui disent qu'il faut fermer Sierre et Martigny, j'ai envie de demander s'ils sont prêts à prendre les patients chez eux? Les différents sites vont rester, mais nous allons centraliser certaines activités à Sion.

Avec le départ à la santé de Danièle Tissonier, c'est une femme cheffe de service en moins dans votre département. Il y a quatre ans, vous aviez pris l'engagement de placer davantage de femmes dans les postes clés. Pensez-vous y être parvenu?

Oui, c'est pour moi une priorité et j'y suis parvenu. Si je regarde mes cadres et les commissions, nous sommes au-dessus des objectifs du Conseil d'Etat. Je refuse d'ailleurs de faire des conférences de presse uniquement avec des hommes. Je ne dis pas que c'est révolutionnaire, mais ce sont